

COMMERCE DES ENTREPRISES, TERRITOIRES ET INSÉCURITÉ SOCIALE

Notes sur les investissements européens dans le secteur du bioéthanol au Brésil

Un nombre croissant d'investisseurs ne cherche plus, principalement, à gagner de l'argent en faisant fonctionner des entreprises, mais en effectuant des transactions sur les droits de propriété des entreprises. L'achat et la revente d'établissements industriels et commerciaux sont des moments privilégiés où de grosses sommes d'argent sont échangées rapidement et au cours desquels les fortunes se font et se défont. Quelles sont les conséquences de ces changements de propriété incessants sur le développement à long terme des établissements concernés et sur la prospérité (ou le déclin) de leurs parties prenantes (les salariés, les clients, les fournisseurs, les petits investisseurs et les collectivités locales) ? Nous proposons d'examiner ici ces questions à partir de l'étude du cas des investissements européens dans le bioéthanol brésilien

Par **Michel VILLETTE***

* Centre Maurice Halbwachs, ENS-EHESS-CNRS et AgroParisTech.

Dans un rapport récent (de 2008), la Banque Mondiale indique que les trois quarts des pauvres sont des ruraux de pays en développement. Elle souligne aussi l'intérêt du soutien à l'agriculture familiale pour lutter contre la pauvreté. Les cultures de rente apportent une réponse à cette pauvreté, si le modèle agricole retenu privilégie l'agriculture familiale, s'il est redistributif et s'il accorde aux acteurs économiques locaux une réelle place dans la filière. À l'opposé, certains modèles agro-industriels ont des bilans sociaux controversés. C'est le cas de la filière soja brésilienne, qui, basée sur des complexes agro-industriels et de très grandes exploitations (BERTRAND, 2004), ne créerait qu'un emploi pour 50 hectares. Toujours au Brésil, les conditions de travail dans les plantations de canne à sucre se caractérisent par la précarité et des rémunérations très faibles.

En dépit de ces évidences, nombreux sont les experts qui considèrent comme souhaitable le développement de l'agro-industrie internationalisée, laquelle est présentée comme un facteur de développement pour les pays du Sud. Ainsi, le soja, la canne à sucre, l'élevage extensif et l'huile de palme se trouvent être des activités économiques de plus en plus étendues, qui semblent ramener certains pays du Sud, comme le Brésil ou l'Indonésie, aux débuts de la période coloniale (SZMRECSÁNYI, 2006 ; RAMOS FILHO, 2006 ; DJAMA, 2009).

Aujourd'hui, un nombre croissant d'investisseurs ne cherche plus à gagner de l'argent en faisant fonctionner des entreprises, mais en effectuant des transactions sur les droits de propriété des entreprises. L'achat et la revente d'établissements industriels et commerciaux sont des moments privilégiés, où de grosses sommes d'argent sont échangées et au cours desquels les fortunes se font et se défont. Quelles sont les conséquences de ces changements de propriété incessants sur le développement à long terme des établissements concernés et sur la prospérité (ou le déclin) de leurs parties prenantes (les salariés, les clients, les fournisseurs, les petits investisseurs et les collectivités locales) ?

Nous proposons d'examiner cette question à partir de l'étude du cas des investissements européens dans le bioéthanol brésilien (1).

Notre travail s'appuie sur le travail collectif réalisé par des chercheurs brésiliens et français lors du séminaire « *Segurança alimentar e Segurança Energética* » qui s'est tenu, à Rio de Janeiro, en 2009. Il fait référence principalement à des données secondaires : articles de presse, sites Internet des entreprises, rapports annuels des entreprises, comptes d'entreprises et travaux des sociologues et d'économistes ayant participé à ce séminaire.

(1) Je remercie Afranio et Marie-France Garcia, Florence Pinton et Roberto Grün pour leurs commentaires sur cet article qui leur doit beaucoup, sans les engager en aucune façon.

Du rôle de la ponctuation dans la vie des affaires

Dans son célèbre ouvrage *Le Bon usage* (Éditions Duculot, Paris, 1^{re} Ed. 1936), Maurice Grevisse écrit : « La ponctuation est la respiration de la phrase. Bien des gens la négligent ; c'est à tort, car la ponctuation est un élément de clarté : elle permet de saisir l'ordre, la liaison, les rapports des idées ». Cette remarque de grammairien fait écho aux analyses pragmatiques des sociologues, qui montrent que la détermination du début et de la fin d'une séquence d'événements (par exemple, une querelle domestique) est souvent une décision arbitraire et, dans nombre de cas, une décision qui est elle-même un enjeu de conflit entre les parties.

Dans cet article, nous nous proposons de recourir à la notion de ponctuation, par analogie, pour étudier le devenir d'établissements industriels et commerciaux sur une période de dix à vingt ans. Notre hypothèse est que, pour ces établissements, les changements de dirigeants et d'actionnaires principaux jouent un rôle stratégique équivalent à celui de la ponctuation, dans une phrase.

L'idée, intuitive, qui a guidé notre recherche est que, lorsque l'on ne sait plus que faire ou que dire, lorsque l'on est dans l'embarras ou dans l'incertitude, on interrompt la séquence d'action ; on la ponctue par un changement de dirigeant ou de propriétaire, ce qui est souvent interprété, dans le langage imagé de la conversation courante, comme une « remise des compteurs à zéro ». Pour justifier cette intuition, on peut dire que celui qui revend une entreprise se trouve le plus souvent « embarrassé » par cette propriété. Qu'il soit en position de revendre l'entreprise qu'il contrôle à un prix qui lui semble très élevé ou à un prix très bas, qu'il ait le sentiment de faire une « bonne affaire » ou de « brader », dans tous les cas, il estime qu'il ne pourra pas tirer un meilleur parti de sa propriété dans le futur. Il interrompt un cours d'action, et si l'on dit, en français, qu'il « réalise » son bien, il serait plus exact de dire qu'il le dématérialise en le transformant en son équivalent monétaire. À l'opposé, l'acquéreur arrive avec d'autres cartes dans son jeu ; il pense pouvoir « relancer », « restructurer », « valoriser » pour tirer profit d'un « investissement », soit qu'il obtienne, à bon compte, une entreprise momentanément en difficulté, soit qu'il accepte de la payer très cher parce que les perspectives de gains futurs qu'il est en mesure de réaliser (compte tenu des autres ressources dont il dispose) lui paraissent attractives.

Quand la ponctuation fait le profit

On observe une augmentation constante de la part des investissements étrangers dans les pays émergents (les « Brics » : Brésil, Russie, Inde et Chine). Il s'y développe une situation à la fois de rivalité et de coo-

pération entre les élites nationales et les investisseurs étrangers. Rivalité pour le contrôle des ressources économiques et coopération lorsqu'une alliance internationale contribue à accroître la valeur des productions locales, à ouvrir de nouveaux débouchés, à augmenter les capacités de production ; coopération encore, lorsque les grandes familles contrôlant les entreprises nationales trouvent des occasions avantageuses de revendre les entreprises qu'elles ont fondées et à rendre leur patrimoine plus liquide.

Pour illustrer ce phénomène, on peut consulter, sur le site Internet du magazine américain *Forbes*, la liste des personnes les plus riches du monde. Dans cette liste, on trouve douze personnalités brésiliennes, dont six ont récemment revendu à des investisseurs non brésiliens l'entreprise familiale à l'origine de leur fortune (voir le tableau 1).

ront à des périodes différentes du cycle économique du secteur considéré :

- les pionniers, souvent des familles d'entrepreneurs locaux, qui supportent les aléas de la phase de démarrage (la fameuse courbe en S de l'innovation), cela d'autant mieux qu'ils disposent d'autres investissements et d'autres sources de revenus. Ils réaliseront un gain décisif s'ils revendent l'entreprise qu'ils ont fondée au meilleur moment, c'est-à-dire lorsque les médias annonceront de toute part un boom économique dans le secteur considéré ;
- les investisseurs internationaux dominants, qui entreront dans le secteur au moment de sa plus forte croissance, avec l'intention de s'en désengager dès qu'un possible déclin s'annoncera ;
- ceux que l'on pourrait nommer familièrement les « ramasseurs de patates chaudes », c'est-à-dire des

Joseph & Moise Safra	69	7.4	Brazilian newspapers report that Moise has hired an Investment bank to sell his half of Banco Safra, now Brazil's ninth largest bank, with \$20 billion in assets
Aloysio de Andrade Faria	174	3.8	This savvy banker sold his Banco Real to Dutch Bank ABN Amro in 1998 for \$ 2.1 billion. Minority shareholders sued.
Jorge Paulo Lemann	200	3.4	His first big success was at investment bank Banko Garantie, which he founded 1971 and sold to Crédit Suisse First Boston in 1998 for \$675 million...
Julio Bozano	486	1.6	Brazil's Bozano made headlines in 2000 when he sold Banco Bozano Simonsen, which he cofounded, to Spain's Banco Santander Central Hispano.
Abilio dos Santos Diniz	486	1.6	The leader of Brazil's Largest retailer, Companhia Brasileira de Distribuição, sold a big stake in his company last year for a reported \$-a million to French supermarket chain Casino, already an existing shareholder.
Marcel Herman Telles.	512	1.5	With fellow Brazilian billionaires and former investment banking partners Jorge Paulo Lemann and Carlos Alberto Sicupira (see both), Telles invested in and helped build Ambrew into the world's third-largest brewer by volume before it merged with Interbrew of the Netherlands in 2004 to form InBev.
Carlos Alberto Sicupira.	606	1.3	

Tableau 1 : Six des douze Brésiliens classés par Forbes parmi les plus riches du monde en 2008 ont vendu des entreprises brésiliennes à des investisseurs internationaux

Ces informations suggèrent que la globalisation de l'économie brésilienne est non seulement le fait d'étrangers, mais aussi de certaines fractions de l'élite économique du pays, qui choisissent de vendre leurs entreprises. Lorsque l'on parle de ces « capitalistes nomades », de ces « investisseurs agiles » qui circulent de par le monde, à la recherche de la rentabilité maximum pour leurs capitaux, il faut prendre en compte non seulement les étrangers qui cherchent à se saisir des pépites d'un territoire, mais aussi ceux qui trouvent avantageux de vendre ces pépites à des investisseurs étrangers.

Considérons un secteur économique qui connaît une phase de forte croissance, comme le bioéthanol, au Brésil. De façon schématique, on peut imaginer quatre types d'investisseurs, qui investiront et désinvesti-

investisseurs minoritaires, des fonds de pensions et des particuliers investissant en bourse dans les entreprises qui semblent florissantes en raison de leurs performances passées et de leur notoriété, mais qui sont fortement structurées par des règles internes de fonctionnement qui les rendent moins aptes à s'adapter ;

- des hommes d'affaires qui rachètent à bas prix des entreprises en difficulté et cherchent à réaliser une fortune rapide en exploitant des actifs déjà amortis, en captant des aides publiques, en jouant sur les artifices juridiques et comptables qu'autorise la mise en faillite d'une société.

Dans cet article, nous nous intéresserons principalement à la seconde catégorie, celle des investisseurs internationaux agiles. Cinq points y seront abordés :

Quels sont les signaux de marché qui attirent ces investisseurs ? Qui sont-ils ? Que modifie leur investissement sur le territoire qu'ils investissent ? Quel avantage concurrentiel ont-ils par rapport à des producteurs locaux davantage sédentarisés ? Quels bénéfices pour ces investisseurs agiles ?

Pour conclure, nous soulignerons la nécessité de dépasser le thème, à notre avis trop superficiel, du « nationalisme économique », pour nous intéresser plus précisément à un problème moins idéologique, mais plus important : comment les élus locaux et les représentants des Pouvoirs publics peuvent-ils développer une meilleure vigilance et une meilleure anticipation des changements de contrôle du capital et de leurs conséquences sur le territoire dont ils ont la charge ?

QUELS SONT LES SIGNAUX DE MARCHÉ QUI ATTIRENT LES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX VERS LE BIOÉTHANOL BRÉSILIEN ?

Le secteur du bioéthanol brésilien est en pleine expansion (BUAINAIN et BATALHA, 2007 ; BNDES, 2008 ; FAVA, PINTO et CONJERO, 2009), le nombre de sucres distilleries s'accroît de plus de 20 unités par an depuis plusieurs années et, en 2009, l'État de São Paulo a établi une réglementation contrôlant l'augmentation des surfaces plantées en canne à sucre pour tenter de limiter les excès. Comment en est-on arrivé là ?

Une recherche sur Internet et une revue de presse permettent de suivre la trace des « signaux de marché » qui ont pu attirer l'attention des investisseurs vers ce nouvel eldorado.

Le 13 mars 2006, un article publié dans le Wall Street Journal titrait : « *Brazil is World's Ethanol Superpower. Seven out of every 10 New Brazilian Cars Use Alternate fuel* ». On peut noter que ce titre suggère clairement que le boom économique du secteur est lié à l'expansion du marché intérieur brésilien, et donc, en grande partie, à l'avantage fiscal dont le bioéthanol bénéficie dans ce pays. Dans le corps de l'article, on apprend une information complémentaire qui est essentielle : selon le journaliste Bootie Cosgrove-Mather, grâce à cette politique publique brésilienne protectrice, investir dans ce secteur serait sûr et rentable :

– *“In Sao Tome, the cooperative that owns the ethanol distillery is betting on its best profits since it bought the operation in 1993. Cocamar's production cost is \$1.10 per gallon, and wholesalers are buying the fuel for \$2.68 up from \$1,44 last year. About the only thing that could hurt Brazil's ethanol industry now would be an almost unimaginable plunge in international crude oil prices, currently trading above \$60 per barrel, said Almir Hawthorne, the distillery's industrial manager.*

Oil could drop to \$35 or \$40 per barrel, and ethanol producers would still make money.”

Ce genre de déclaration ne saurait passer inaperçu des investisseurs puisque c'est la promesse à la fois d'une forte rentabilité et d'un faible risque. L'effet de telles annonces se fait sentir rapidement, comme le suggère la suite de l'article :

“We felt that in our share price”, said a smiling Paulo Diniz, chief financial officer of Grupo Cosan, Brazil's largest ethanol producer and the world's second largest after the U.S.-based Archer Daniels Midland Co. A few years ago, Cosan was lucky to host a tour every four or five months for big foreign investors. Now the firm gets visits every two weeks, including a VIP tour in February for Google Inc. billionaires Larry Page and Sergey Brin. Cosan is considering an initial public offering on Wall Street within the next year and a half, Diniz said. Other foreign companies may consider jumping on the bandwagon by buying Brazilian ethanol firms.”

En France, cet engouement mondial pour le bioéthanol s'exprime dans la discussion des politiques publiques et les prises de positions de certains experts. Ainsi, en 2008, la publication d'un rapport de l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques permet de prendre connaissance des propos tenus par quelques experts et représentants de lobbies influents. Ainsi, Didier Mosconi, Directeur stratégie et développement de Total, déclare (le 5 juin 2008) à la commission parlementaire :

« [...] La production de biocarburants pourra représenter, dans une perspective assez volontariste, plus de 3 millions de barils par jour (contre 0,3 million, aujourd'hui). Il s'agira surtout de bioéthanol, qui est produit à partir de la canne à sucre dans des conditions de bilan énergétique et d'émission de gaz à effet de serre tout à fait satisfaisantes, au Brésil, grâce au recyclage de la bagasse en source d'énergie. Ce double bilan est moins favorable pour la production à partir du maïs aux États-Unis et il est clairement défavorable, pour la production à partir du blé ou de la betterave en Europe [...] ».

Pendant ce temps, au Brésil, les banquiers publics et privés encouragent les investissements étrangers. Ainsi, la Banco Safra consacre une grande part de son rapport annuel 2008 au thème de la bioénergie et donne la parole à des experts qui, comme Eduardo Ferrara de Carvalho, manifestent un enthousiasme sans limite dans un article intitulé : « *No missing this boat, it's Brazilian* » (Banco Safra, Annual Report, 2008). On peut y lire les propositions suivantes :

“This is a golden opportunity for Brazil. The time for renewable energy has come. Its destiny lies in the properties of the fuels retrieved from recently harvested plant mass. In this context sugarcane, one of the oldest components of our social live, stands out for its competitiveness and incomparable environmental performance. [...] Brazilian ethanol from sugarcane can have a positive impact on the energy balance of advanced energy-inten-

sive societies. Its production saves energy and avoids pollution thanks to the use of the very fuel produced, since the source of energy for this industry is cogeneration fuelled by the trash straw and bagasse left over from cane crushing. Sugarcane ethanol guarantees more end-use energy per unit of energy used to produce it than any other renewable source available today.»

Ce texte est intéressant en ce qu'il combine des arguments financiers, des arguments à caractère humaniste et universaliste, des arguments écologiques et des arguments nationalistes. Autrement dit, dans la perspective de cet expert, ce qui est bon pour la banque l'est aussi pour le Brésil, pour les pays consommateurs d'énergie, pour l'humanité tout entière et pour la nature.

Dans son rapport sur les perspectives du bioéthanol, la Banque Nationale du Développement du Brésil (BNDES, 2008) adopte une position plus défensive et nuancée. Dans sa préface, le Professeur José Goldemberg (de l'Université de São Paulo) fait état des controverses et des limites du modèle, tout en le présentant encore comme une solution incontournable : « [...] il est donc nécessaire de trouver des substituts à ces combustibles (fossiles) ; Rien de plus rationnel que de les produire à base de matière organique renouvelable [...]. Une des options est l'éthanol, un excellent substitut à l'essence [...]. Cela a suscité des résistances de la part de certains groupes [...]. Ces groupes allè-

guent également qu'en réalité l'utilisation de l'éthanol ne réduit pas les émissions de gaz à effet de serre, ce qui est totalement incorrect en ce qui concerne l'éthanol de canne à sucre [...] »

Voyons maintenant comment les entreprises européennes du secteur ont réagi à ces multiples signaux de marché favorables.

QUI SONT LES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX DANS LE BIOÉTHANOL BRÉSILIEN ?

Conséquence logique de promesses de rentabilité fabuleuse, beaucoup de grands groupes mondiaux investissent dans le bioéthanol au Brésil : argentins, américains du Nord, européens, industriels du sucre, négociants en denrées alimentaires, pétroliers arrivent ou développent fortement leurs activités entre 2006 et 2008.

Sans prétendre ici à l'exhaustivité, on peut repérer quelques-uns des mouvements stratégiques accomplis par des entreprises mondiales pour profiter, à court terme, de l'effet d'aubaine offert par le marché intérieur brésilien du bioéthanol et, à moyen terme, par des perspectives d'exportation vers les États-Unis, l'Europe et l'Asie, dans l'hypothèse d'un assouplissement des barrières douanières à l'entrée.

Table 6. TNC and Brazilian agribusiness exporting companies – 2006 to 2007 (US \$ million)

Ranking	Firm	2006	2007	Var %
				2007/2006
4th	Bunge Alimentos S/A	2 267,1	3 055,1	34,76
6th	Sadia S/A	1 316,5	1 776,1	34,91
7th	Cargill Agricola S/A	1 606,3	1 759,2	91,52
11th	Perdigão Agroindustrial S/A	914,8	1 393,1	52,28
15th	Louis Dreyfus Commodities Brasil	669,1	1 280,5	91,37
17th	ADM do Brasil LTDA	800,9	1 224,2	52,85
22th	JBS S/A (Friboi)	922,4	1 069,8	15,98
23th	Aracruz Celulose S/A	897,3	1 062,2	18,38
26th	Copersùca	1 068,4	990,0	-7,33
28th	Sucucitrìco Cutrale S/A	642,6	980,2	52,55
30th	Bertin LTDA	838,1	923,8	10,22
33th	Seara Alimentos S/A	495,9	760,7	53,39
35th	Suzano Papel e Celulose S/A	513,4	724,0	41,00

Source : Balança Comercial Brasileira, Secex/MDIC, Jan. 2008

Tableau 2 : les grandes compagnies mondiales d'agro-business étaient déjà très présentes au Brésil en 2006-2007

Le tableau 2 de la page précédente signale que les grandes compagnies mondiales d'agro-business sont déjà très présentes au Brésil en 2006-2007, en particulier pour l'exploitation du soja, du jus d'orange et de la canne à sucre, et que leurs opérations dans ce pays sont en pleine expansion. Entre 2006 et 2007, c'est le Groupe Louis Dreyfus qui fait croître le plus ses exportations au départ du Brésil suite à des investissements massifs.

Le tableau 3 ci-dessous signale que durant cette même période, beaucoup de grands groupes internationaux rachètent des entreprises brésiliennes. Le plus actif est le groupe argentin Bunge, mais on remarque aussi une acquisition faite par Açucar Guarani, filiale du groupe français Tereos, et une autre acquisition faite par le Groupe Louis Dreyfus. Par contre, on observe l'étrange et remarquable absence du principal groupe européen de production de sucre, le groupe allemand Südzucker, dont la stratégie reste centrée sur l'Europe (Annual Report Südzucker AG 2010).

QUE MODIFIE L'INVESTISSEMENT DE CES GROUPES, LOCALEMENT ?

L'exploitation de la canne à sucre a une longue histoire au Brésil (MEYER, 1989 ; LINHART, 2003 ; SACHS *et al.*, 2009) et il serait évidemment absurde de faire de la très récente reconversion vers le bioéthanol et de l'arrivée concomitante des investisseurs internationaux des facteurs explicatifs principaux des situations humaines et écologiques constatées sur les territoires où cette exploitation a lieu. La réduction de la biodiversité, tout comme les conditions de vie très pénibles des ouvriers ne sont pas des phénomènes nouveaux. Cependant, les chercheurs brésiliens que nous avons consultés montrent que l'extension et l'intensification de ces activités au cours des dix dernières années ont un impact qui n'est pas seulement quantitatif : il faut parler ici de démesure et de déstabilisation des

Annex 1. Most Relevant M&A Operations in 2007 and 2008							
Effective Date	Target Company	Buyer	% of Acquired Shares	EV (US\$ MM)	Transaction Value (US\$ MM)	Milling (MM tons)	EV/Milling (US\$/ton)
dec. 08	Cabrera Central Energetica	ADM	50	N/A	N/A	N/A	N/A
sep. 08	Agroindustrial Santa Juliana	Itachu	20	N/A	N/A	N/A	N/A
sep. 08	Monteverte Agroenergetica	Bunge	60	N/A	N/A	1,4	N/A
Jul. 08	3 greenfields in Tocantini	Bunge	100	N/A	N/A	N/A	N/A
Jul. 08	Usina Pau D'aho	NovAmerica	100	63	N/A	1.4	46.5
apr. 08	Tropical Bioenergia	British Petroleum	50	120	60	N/A	N/A
mar. 08	Eldorado	ETH Bioenergia	100	N/A	N/A	2.2	N/A
feb. 08	Usina Benalcool AS	Cosanio	100	84	61	1.2	70.9
feb. 08	DISA	Infinity Bioenergy	97	130	75	1.2	108
nov. 07	Paralcool	Grupo Nova America	100	N/A	68	0.9	N/A
nov. 07	SA Lego Irmaos Açucar e Alc.	Brazil Ethanol Participações	100	N/A	190	1.2	N/A
nov. 07	Usina Conquista do Pontal	ETH Bioenergia	80	N/A	N/A	N/A	N/A
oct. 07	ETH Bioenergia SA	Solitz	33	N/A	80	1.1	N/A
oct. 07	Agroindustrial Santa Juliana	Bunge	100	N/A	N/A	0.5	N/A
sep. 07	Grupo Dedini	Abengoa Bioenergy Co	100	684	397	5.7	121.1
sep. 07	Central Energetica Paraiso SA	Infinity Bioenergy	100	N/A	52	1	N/A
sep. 07	Rio Claro Agroindustrial SA	ETH Bioenergia	80	N/A	N/A	N/A	N/A
aug. 07	Iberalcohol Destiaria	Infinity Bioenergy	100	N/A	28	N/A	N/A
aug. 07	Destilaria Alcida	Odebrecht	84	137	54	1.1	210.8
jul. 07	Unialco	Luis & Walter Zacaner	25	N/A	10	2.1	N/A
Jul. 07	Andrade Açucar e Alcool	Açucar Guarani	68	427	206	3	144.5
jun. 07	Usina Santa Luiza SA	Ethanol Participações SA	100	N/A	108	1.6	N/A
apr. 07	USACIGA	Clean Energy Brazil	49	213	127	1.5	138.9
mar. 07	Cia Açucareira Vale do Rosario	BSSA	51	N/A	750	N/A	N/A
feb. 07	Grupo Tavares de Melo	Louis Dreyfus Commodities	100	N/A	483	5.3	N/A
feb.07	Usina Petribu Paulista Lida	Noble Group Ltd	100	N/A	70	1.1	N/A

Source : Calyon (2009)

Tableau 3 : Principales opérations de fusion-acquisition dans le secteur du bioéthanol brésilien (2007-2008)

modes de vie ruraux traditionnels, que remplacent de nouvelles formes d'insécurité.

En 2009, il y avait déjà 240 sucreries distilleries d'éthanol dans l'État de São Paulo. La culture de la canne à sucre envahit peu à peu la campagne, réduisant drastiquement la diversité biologique, uniformisant le paysage et épuisant l'énorme nappe phréatique (il faut environ 13 litres d'eau pour produire un litre d'éthanol). Le phénomène est tellement massif que les autorités de cet État viennent de faire dresser des cartes de l'avancée de la culture de la canne à sucre et ont adopté une législation définissant les zones où cette culture sera autorisée et celles où elle sera interdite.

Le bilan de l'extension et de l'intensification de la monoculture de la canne à sucre est incertain, en ce qui concerne la qualité de vie des habitants. Si l'on se réfère aux statistiques et aux déclarations officielles des autorités brésiliennes (BNDES, 2008), ses effets positifs sur les aspects mesurables de l'économie nationale sont patents : extraordinaire croissance et résilience de la bourse de São Paulo pendant la crise de 2007-2008, croissance du PBN, croissance du PBN par habitant et réduction, sur dix ans (1998-2009), du coefficient de Gini, qui mesure l'écart de revenu entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres de la population. Cependant, les obser-



© Maita Nascimento/REA

« En 2009, il y avait déjà 240 sucreries distilleries d'éthanol dans l'État de São Paulo. La culture de la canne à sucre envahit peu à peu la campagne, réduisant drastiquement la diversité biologique, uniformisant le paysage et épuisant l'énorme nappe phréatique. » *Camion empruntant une piste traversant un champ de canne à sucre.*

L'expansion de la canne à sucre s'étend aujourd'hui aux autres États du Brésil, où elle est moins réglementée. S'il est vrai que l'extension de la culture de la canne ne s'opère pas directement au détriment de la forêt amazonienne, il n'en reste pas moins que son extension rapide repousse vers les frontières l'élevage extensif des bovins qui, repoussé à son tour vers le Nord, pousse les éleveurs et les petits agriculteurs à défricher la forêt. L'effet de déforestation est donc indirect, mais il n'en est pas moins significatif, non seulement en Amazonie, mais aussi dans d'autres États, comme celui du Cerrado.

Les sociologues et des anthropologues travaillant de manière plus approfondie et au plus près de l'expérience vécue des habitants sont beaucoup plus nuancés.

Les industriels de la canne à sucre ne cessent d'annoncer le remplacement toujours « imminent » des ouvriers coupeurs de canne à sucre par des machines. La réalité est que la mécanisation intensive, partout où elle est possible, cohabite avec la coupe de la canne à la main. En pratique, les machines font le travail le plus aisé, en terrain plat, et les ouvriers continuent de travailler à la main là où le terrain est accidenté ou encore lorsque de fortes pluies ont couché les cannes,

rendant la machine inutilisable. En dix ans, de 1999 à 2009, le salaire moyen des ouvriers coupeurs de canne à sucre a baissé de 25 % et l'intensification du travail de coupe de la canne s'est considérablement aggravée, puisque l'on est passé d'une norme de récolte journalière maximale par ouvrier de 6 tonnes par jour à 12 tonnes par jour (DE MORAES, 2008). Cette intensification est concomitante d'un remplacement des coupeurs de canne locaux ayant exercé ce métier pendant de nombreuses années par une main-d'œuvre migrante de jeunes hommes pratiquant le métier avec

vail. Ces stakhanovistes de la coupe de canne disent, usant d'une expression imagée, qu'ils « coupent la canne le diable au corps ».

Des procédures de certification sociale en cours d'élaboration donnent lieu à quelques améliorations ponctuelles. Elles se développent à l'initiative d'ONG (par exemple, des ONG de la mouvance militante catholique), mais aussi d'organisations patronales soucieuses d'améliorer l'image de la profession. Depuis peu, la Banque Nationale de Développement du Brésil (BNDES) n'accorde ses prêts à taux bonifiés



© Ricardo Teles/FOCUS-COSMOS

« Cette intensification du travail est concomitante d'un remplacement des coupeurs de canne locaux ayant exercé ce métier pendant de nombreuses années par une main-d'œuvre migrante de jeunes hommes pratiquant le métier avec des efforts physiques dignes d'un sportif de haute compétition, jusqu'à épuisement ». *Coupeurs de canne à sucre dans une exploitation brésilienne.*

des efforts physiques dignes d'un sportif de haute compétition, jusqu'à épuisement (ils ne peuvent tenir à un tel rythme que quelques années seulement). Ils arrivent du Nord-Est dans l'État de São Paulo, sans leur famille et, le plus souvent, dans le cadre d'un trafic organisé de main-d'œuvre et dans le contexte d'un fort endettement de leur famille restée au pays. Les problèmes de santé, y compris des morts subites par accident cardiaque, ne sont pas rares. Les travailleurs se voient fournir par les employeurs des boissons survitaminées et des histaminiques. Ces adjuvants légaux sont complétés par certains ouvriers, qui recourent à la marijuana ou au crack pour apaiser leurs souffrances et tenter d'augmenter leur rendement au tra-

vail pour la construction de nouvelles sucreries distilleries qu'à la condition que 1 % de l'investissement total soit consacré à des projets sociaux (dispensaires, cars pour transporter les ouvriers, écoles...). Des audits sociaux sont aussi supposés lutter contre le travail forcé et les accidents du travail, avec des résultats qui restent à être évalués.

Quelle est la contribution de l'arrivée des « investisseurs agiles » à l'évolution de la situation écologique et sociale ? Deux questions restent à approfondir : premièrement, il faudrait mieux cerner l'impact, sur un territoire et une population donnés, du remplacement de la domination traditionnelle exercée par une famille de propriétaires terriens brésiliens par

celle d'un investisseur international et du passage d'une logique patrimoniale à une logique financière. Deuxièmement, il faudrait pouvoir mesurer l'impact d'une instabilité croissante du contrôle du capital et montrer comment des changements de propriété fréquents entraînent le développement de nouvelles formes d'instabilité et d'incertitude pour les habitants, thème déjà exploré par le travail pionnier de DE L'ESTOILE et PINHEIRO (2001). Quelques cas de fermeture de sucreries distilleries suite à des faillites permettent de documenter partiellement ces questions (DE L'ESTOILE et SIGAUD, 2006). Sous certaines conditions, et grâce au travail militant et aux possibilités offertes par les lois agraires, les conditions de vie des populations locales pourraient parfois se trouver améliorées plutôt que dégradées, après l'abandon de l'exploitation par les grands propriétaires.

DE QUEL AVANTAGE CONCURRENTIEL LES OPÉRATEURS MONDIAUX JOUISSENT-ILS PAR RAPPORT À DES PRODUCTEURS LOCAUX PLUS SÉDENTARISÉS ?

Les travaux de NEVES, FAVA *et al.* (2009) montrent que pour profiter pleinement du boom du bioéthanol brésilien, même les investisseurs internationaux les plus réticents sont plus ou moins obligés d'immobiliser du capital, non seulement dans les usines, mais aussi dans des flottes de camion, la gestion des exploitations agricoles et, parfois même, dans l'achat de terres. L'immobilisation de capitaux est certes un facteur d'accroissement des risques en cas de crise, mais c'est la qualité des informations sur l'évolution du marché mondial et la capacité à anticiper un éventuel effondrement des cours qui sont cruciales. De ce point de vue, les investisseurs globaux bénéficient d'un avantage compétitif décisif par rapport aux entreprises de dimension seulement locale ou nationale.

La consultation du site Internet de *Louis Dreyfus Commodities* (2009) permet de se faire une idée des avantages compétitifs dont bénéficient les grands négociants mondiaux par rapport à des industriels ou à des exploitants agricoles plus sédentaires.

Voici quelques extraits de ce que l'on peut lire sur ce site :

– “*Louis Dreyfus Commodities, a substantial participant in the global trading of sugar and ethanol, is one of the leading sugar and alcohol exporters in Brazil. In addition, the company handles active dry yeast, anhydrous and hydrated alcohol and fermentation and synthetic ethyl alcohol.*”

– “*Through subsidiaries and branches, there are over 100 employees involved full time in its sugar trading operations.*”

– “*Committed to servicing the increasingly complex requirements of producers and consumers in a dynamic market place, LDCommodities is involved in global trading, marketing and logistics. LDCommodities is unique in its ability to offer a full suite of comprehensive risk management products to customers, including products to manage commodity price and volume risks.*”

– “*Louis Dreyfus Commodities conducts international trading operations from offices in Geneva, Wilton (USA) and São Paulo. These activities are enhanced by wholly owned regional subsidiaries or local offices in India, Israel, Kenya, Mexico, Peru, Poland, Singapore, Russia and Ukraine.*”

– “*In addition to trading, LDCommodities is actively involved in the sugar and alcohol production industry in Brazil, owning three Brazilian sugar mills that produce 450,000 tons of sugar and 150,000 cubic meters of alcohol annually. These mills are located in Cresciumal in Leme, State of São Paulo, Luciânia, in Lagoa da Prata, State of Minas Gerais and São Carlos in State of São Paulo, the latter being owner of the sugar brand Dinalsucar, sold throughout the State of Minas Gerais.*” (Source : *Louis Dreyfus Group annual report, 2009*).

L'avantage de l'opérateur global sur les producteurs locaux apparaît clairement dans ce texte. Il dispose d'une information précoce et exclusive sur l'évolution des marchés mondiaux et il peut donc investir (ou désinvestir) avant les autres.

Dans le cas de Louis Dreyfus, ce savoir-faire est traditionnel. En effet, historiquement, la compagnie Louis Dreyfus est un armateur. Son savoir-faire, ancestral, consiste à toujours trouver des cargaisons pour ses navires, à l'aller comme au retour, mais aussi à savoir acheter et revendre les navires au bon moment de façon à ne jamais se trouver avec des bateaux inutilisés et sans valeur de revente. Pour atteindre ces deux objectifs, sa connaissance détaillée des mouvements des navires dans tous les grands ports du monde est un atout. Elle lui fournit l'information précoce et exclusive qui lui permet d'être bien placé, au bon moment.

La lecture du rapport annuel de cette entreprise confirme cette manière de travailler typique des négociants internationaux puisqu'elle suggère que l'investissement dans les distilleries d'éthanol brésiliennes de première génération n'est qu'une option parmi d'autres :

– “*Both fermentation and synthetic ethyl alcohol are traded. Fermentation ethyl alcohol is made from products containing carbohydrates such as sugars, starches and cellulose. The primary feedstocks for most fermentation ethyl alcohols are sugarcane and grains. Synthetic ethyl alcohol is produced from the liquefaction of coal or the hydration of ethylene.*”

– “*Ethanol is purchased with a wide variety of characteristics from producers around the world and marketed to international consumers. Many of the company's trading offices are involved in the origination, sales and movement of ethanol in local markets.*”

– “By utilizing its global resources, LDCommodities is better able to understand and service a complex global market.”

(Source : *Louis Dreyfus Group annual report, 2009*).

Nous ne disposons pas de témoignage direct sur la manière dont, au jour le jour, le Groupe Louis Dreyfus peut réaliser des arbitrages sur les cargaisons de bioéthanol embarquées sur ses navires, mais on peut s'en faire une idée indirecte à partir du témoignage apporté par un responsable du Groupe Total à propos du gaz naturel liquéfié, une commodité comparable :

« Lorsqu'il existe une pointe de demande de gaz naturel au Japon, par exemple à la suite du violent tremblement de terre de juillet 2007 qui a conduit à l'arrêt de la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa, un cargo peut ainsi partir du Moyen-Orient à destination des États-Unis pour une livraison à 9 dollars par BTU (*British Thermal Unit*), puis être redirigé vers le Japon, où un acheteur propose 16 dollars par BTU ».

(Source : *Interview du Directeur stratégie et développement de Total, 5 juin 2008*).

QUELS BÉNÉFICES POUR LES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX ?

Qu'apportent leurs investissements aux groupes internationaux qui investissent au Brésil ? Nous proposons ici de s'en faire une première idée en considérant le cas particulier de la coopérative agricole française Tereos. Tereos est un groupe agro-industriel coopératif spécialiste de la première transformation de la betterave, de la canne à sucre et des céréales. Il fédère 12 000 agriculteurs français, qui ont le statut d'associés coopérateurs (2). Dirigée par Philippe Duval, la coopérative Tereos contrôle aussi 33 établissements industriels en Europe, en Amérique du Sud et en Afrique. L'ensemble a réalisé 3,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2008-2009.

Le Groupe Tereos détient six participations majoritaires dans des entreprises brésiliennes : Andrade, Andrade Agricultura LTDA, Cardoso, Cruz Alta Participações, Sao José et Açucar Guarani SA.

Un article publié par le journal français *La Voix du Nord*, le 5 mars 2008, permet de prendre la mesure de l'importance des investissements brésiliens pour ce Groupe. Voici ce que l'on peut y lire :

« ... Un chiffre d'affaires en hausse de 4 %, à 2,37 milliards d'euros, un résultat net consolidé à 197 millions pour l'exercice 2006-2007 (contre 75 millions, en 2005-2006) : en apparence, tout va bien pour Tereos. [...] En réalité, ces bons chiffres sont essentiellement dus à un bénéfice exceptionnel : le Groupe a cédé la part

(2) Cela signifie que, selon les statuts, ils peuvent voter à l'assemblée générale de la coopérative selon le principe d'« un homme, une voix ».

de 6,5 % qu'il avait dans Cosan, le leader mondial du sucre. Achetées 30 millions d'euros, il y a quatre ans, ses parts ont été revendues 160 millions. L'introduction en bourse de la filiale brésilienne de Tereos Guarani a aussi joué favorablement sur les résultats du Groupe. [...] En France, trois usines ont fermé, à Vic-sur-Aisne, Abbeville (dans la Somme) et à Marconnelles, près d'Hesdin. Trois mille planteurs ont arrêté la production de betteraves [...] »

Cet article de la presse régionale laisse clairement entendre qu'en 2007-2008, la spéculation sur la valeur boursière des usines d'éthanol au Brésil a permis de compenser le déclin des activités sucrières en Europe et de couvrir les frais de restructuration. Pourtant, l'examen du compte de résultat de la filiale Açucar Guarani SA laisse apparaître des pertes pour les années 2006 et 2007, après prélèvement des frais financiers et des frais de siège.

CONCLUSION

L'essai que nous avons présenté ici comporte des informations fragmentaires qu'il est difficile de mettre en correspondance afin de reconstituer une image globale du processus de développement de l'industrie du bioéthanol, un processus en cours, à la fois global et local, financier, technologique, industriel, agricole et écologique ; un processus mettant en relation des élites économiques mondiales, de riches familles locales, des petits paysans et de jeunes ouvriers migrants. Dans ce processus global, quel rôle attribuer aux ponctuations de la vie des affaires, objet transitoire par excellence ?

Une limite importante de l'essai que nous avons présenté est la durée des observations : pour parfaire notre démonstration sur le cas du bioéthanol au Brésil, il faudrait pouvoir dire ce qu'il va se passer dans dix ans, disposer d'informations sur ce qu'il adviendra localement lorsque les « investisseurs agiles » désinvestiront. Mais attendre cet ultime moment de vérité au nom de la rigueur scientifique reviendrait aussi à méconnaître les précédents historiques, et surtout à ne pas aborder la question au moment où elle présente encore un certain intérêt pratique. Pour être politiquement pertinente, la question ne peut être traitée que sur le mode hypothétique.

L'impact économique et social de la ruée vers l'or vert ne peut être analysé seulement dans une perspective financière et de court terme. Les conditions de marché, les technologies, les allocations d'actifs des grands investisseurs internationaux, les stratégies des banques et les politiques des États sont variables et changeantes. L'équation gagnante du bioéthanol fabriqué à partir de la canne à sucre peut être brusquement

modifiée par la variation de l'un ou de plusieurs de ces facteurs. Le reflux brutal et massif des investisseurs dominants peut alors avoir des conséquences majeures, fastes ou néfastes, sur les territoires laissés pour compte. Même si le scénario n'est absolument pas prévisible à court terme, envisageons-le à titre d'hypothèse de travail, car, de même que la réussite d'un investissement capitalistique se juge à la fortune finale de l'investisseur, de même la contribution d'une industrie au bien-être des habitants d'un territoire se juge *in fine*, au moment où cette industrie amorce son déclin et où l'on peut examiner rétrospectivement les traces positives et négatives qu'elle laisse dans le paysage, sur les trajectoires familiales, dans la culture locale et dans la mémoire des habitants.

Cet état final du territoire, il est imprudent d'attendre de pouvoir l'observer « scientifiquement », mais il est particulièrement nécessaire de l'imaginer pour pouvoir prendre les précautions qui s'imposent et le rendre le plus positif qu'il est possible pour les parties prenantes locales. C'est pourquoi de telles études exploratoires mériteraient peut-être d'être conduites systématiquement par les autorités des territoires spécialisés et exposés à la spéculation. Régulièrement mises à jour, ces études permettraient d'anticiper les investissements/désinvestissements et d'en aménager les effets, plutôt que de mettre en œuvre des mesures curatives coûteuses et souvent peu efficaces, une fois la crise survenue et les investisseurs agiles (et solvables) disparus. ■

BIBLIOGRAPHIE

- AÇUCAR GUARANI SA, annual report, 2008.
- ALTRADIUS, enquête réalisée entre août et octobre 2007 auprès de 1 198 sociétés d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Italie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni sur leurs relations avec les États-Unis, le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique et la Russie, 2008.
- Amis de la Terre Brésil et Fondation Heinrich Böll, *Agrobusiness and Biofuels : an explosive mixture*, 2006.
- ANTONIL, CULTURA (A. J.), *e opulência do Brasil*, Paris, IHEAL (1^{re} édition, 1711), Lisbonne, Oficina Real deslandesiana, 1968.
- BANCO SAFRA, Annual Report, 2008.
- BANCO SAFRA, *Bioenergy*, Annual report, São Paulo, 2007.
- Banque Mondiale, *L'agriculture au service du développement*, Rapport sur le développement dans le monde, 2008.
- BATAILLE (Christian) & BIRRAUX (Claude), *Rapport sur l'évaluation de la stratégie nationale de recherche en matière d'énergie*, Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques, Paris, 2008.
- Banque Nationale de Développement du Brésil (BNDES), *Bioéthanol de Canne à Sucre, Énergie pour le Développement Durable*, Rio de Janeiro, BNDES, ISBN : 978-85-87545-25-1, 2008.
- BUAINAIN (Antonio Marcio) & BATALLA (Mario Otavio), *Cadeia Produtiva da Agroenergia*, vol. 3, Série Agronegocios, Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento, MAPA. Secretaria de Política Agrícola-SPA, Instituto Interamericano de Cooperação para a Agricultura – IICA, São Paulo, 2007.
- CAILLEUX (Maryline) & EVEN (Marie-Aude), *Les bio-carburants : opportunité ou menace pour les pays en voie de développement ?*, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, publication du Service de la statistique et de la prospective, Paris, 2009.
- COSAN S.A., Public Exchange offering for the acquisition of Shares issued by COSAN S.A., industria e comercio by order and on account of Cosan Limited, 2009.
- COSAN, Annual Report, 2006, 2007, 2008, 2009.
- COSBROVE-MATHER (Bootie), "Brazil is World's Ethanol Superpower. Seven out of every 10 New Brazilian Cars Uses Alternate Fuel", *The Wall Street Journal*, march 13, 2006.
- DE L'ESTOILE (Benoit) & SIGAUD (Lygia), *Ocupações de terra et transformações sociais*, Editora da Fundação Getulio Vargas, Rio de Janeiro, 2006.
- DE L'ESTOILE (Benoit) & PINHEIRO (Claudio), « Projets, paris, hésitations, notes sur trois plantations en situation d'incertitude », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n°43/44, pp. 71-124, 2001.
- DE MORAES (Silva Maria), Aparecida, « Migrants temporaires dans les usines de canne à sucre de l'État de São Paulo-Brésil », *Migrations et Sociétés*, vol. 20, n°115, janvier-février, pp. 125-146, 2008.
- FORBES, site Internet, Classement des plus grosses fortunes mondiales.
- GARCIA-PAPERT (Marie-France), « Mercado e modos de dominação : a feira e as vinculações de trabalhadores na plantação açucareira nordestina », Pessanha Neves Delma e Moraes e Silva Maria Aparecida de (orgs), *Processos de constituição e reprodução do campesinato no Brasil*, vol. I, São Paulo, UNESP, 2008, p. 69-88, 2008.
- GARNIER (Juliette), « Tereos veut doubler de taille d'ici à cinq ans », *La Tribune*, page 19, Paris, 11 mars 2010.
- GAUDIN (Christian), « La bataille des centres de décision : promouvoir la souveraineté économique de la France à l'heure de la mondialisation », *Rapport d'Information n°347*, Sénat de la République Française, Paris, 2007.
- GREVISSE (Maurice), *Le Bon Usage*, Éditions Duculot, Paris, 1936.
- GRÜN (Roberto), "Convergencia das elites e inovações financeiras : a governança corporativa no Brasil, Rev", *Bras.Ci. Soc*, vol. 20, n°58, pp. 67-90, 2005.
- GUARANI, site Internet : <http://www.aguarani.com.br>

- La Voix du Nord*, « Tereos sauvé par ses investissements Brésiliens », Lille, France, 5 mars 2008.
- LEITE (S. P.), MEDEIROS (L.), GARCIA Jr. (Afranio) & GRYSZPAN (Mario), Assentamentos rurais em perspectiva comparada : uma análise das dimensões econômica, social, histórica e ambiental, Relatório final, volumes I e II, CPDA-UFRRJ/CPDOC-FGV/CRBC-EHESS/UFF, Convênio REDES-Fundação Ford, FAPERJ e CNPq, 2005.
- LINHART (Robert), *Le Sucre et la faim : enquête dans les régions sucrières du Nord-Est brésilien*, Les Éditions de Minuit, 2003.
- LOUIS DREYFUS GROUP, Annual Report, 2008 et 2009.
- MEYER (Jean), *Histoire du sucre*, Éditions Desjonquières, 1989.
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, République Française, « Les biocarburants : opportunité ou menace pour les pays en voie de développement ? », *Analyse de la cellule de prospective et d'évaluation*, n°3, 4 p., janvier 2009.
- NEVES (M.F.), PINTO (M.J.A.) & CONEJERO (M.A.), Transnational Companies Investments in Brazilian Agribusiness and Agriculture : The Case of Sugar Cane – Part of UNCTAD (*United Nations Conference on Trade and Development*), World Investment Report 2009, Geneva, UNCTAD, 2009.
- ROUQUIÉ (Alain), *Le Brésil au XXI^e siècle – Naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006.
- SACHS (I.), WILHELM (J.) & PINHEIRO (P.S.) (dir.), « Brazil, a century of change », *The University of North Carolina Press*, 2009.
- SACHS (I.), *Rumo à ecossocioeconomia do desenvolvimento*, São Paulo, Cortez, 2007.
- Serviço Público Federal, CVM, Comissão de valores Mobiliários, DFP, Demonstrações financeiras padronizadas, Empresa Comercial, Industrial e outras, Data Base Legislação Societária.
- Sucre-Éthique, Position de l'Association, site Internet, 2008.
- SÜDZUCKER (A.G.), Annual Report, 2010
- SZMRECSANYI (Tamas) & RAMOS FILHO (Luiz Octavio), « The Agrarian Consequences of Brazil's Recent Sugar Industry Expansion », LASA's XXVI International Congress, San Juan, Puerto Rico, 2006.
- TEREOS, Rapport Annuel 2008-2009, publié en mars 2010
- UbiFrance, Indicateurs Economiques et Sociaux du Brésil, Ambassade de France, Mission économique de Brasília, MINEFI, 2009.
- Union européenne, Proposition de directive européenne sur la promotion des énergies d'origine renouvelable, COM, Bruxelles, 2008.